

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGRATI VIEUX CONDE SAS**

24 RUE DERVAUX  
59690 Vieux-Condé

Références : 2025\_V3\_277  
Code AIOT : 0007000630

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement AGRATI VIEUX CONDE SAS implanté 24, rue Dervaux BP 29 59690 Vieux-Condé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRATI VIEUX CONDE SAS
- 24, rue Dervaux BP 29 59690 Vieux-Condé
- Code AIOT : 0007000630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS AGRATI est implantée à proximité du centre-ville de Vieux-Condé. Elle compte environ 250 personnes.

L'activité principale qui est exercée sur le site est la fabrication de pièces métalliques pour l'industrie automobile par déformation de métal à froid, traitement thermique et traitement de surface.

Pour cette activité, la société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juin 2011 pour les activités soumises à autorisation suivantes :

2560 : travail mécanique des métaux,

2565 : traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion par voie électrolytique ou chimique ou par emploi de liquides halogénés.

AGRATI est propriétaire et exploitant du site de VIEUX-CONDÉ depuis le 24 août 2010.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	PLAN DES RESEAUX	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.1.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.1.1	Sans objet
3	Entretien et surveillance	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.2.3	Sans objet
4	Aménagement	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.3.6.2	Sans objet
5	Rejet 5	AP Complémentaire du 10/01/2022, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions des articles 4.1.1, 4.2.3, 4.3.6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/12/2014 et l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2022.

L'inspection demande à l'exploitant de fournir, dans un délai de 2 mois un plan des réseaux

respectant les prescriptions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/12/2014 en datant le schéma et en indiquant clairement la station d'épuration et les différents ouvrages et approvisionnements d'eau.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	prélèvement max annuel en m <sup>3</sup>	Débit maximal horaire	Débit maximal journalier
Réseau public	35 000	4.42	106.1
<b>Constats :</b>			
L'exploitant a présenté un document indiquant le relevé des prélèvements d'eau du réseau public. En 2024, l'exploitant a prélevé 8620,68m <sup>3</sup> . Le prélèvement maximal annuel est de 35000m <sup>3</sup> .			
L'inspection a également procédé par sondage à la vérification du débit horaire et journalier sur l'année 2024: aucun dépassement du débit maximal horaire (4.42m <sup>3</sup> ) et journalier (106.1m <sup>3</sup> ) n'a été constaté.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

### N° 2 : PLAN DES RESEAUX

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>
Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux. Il contient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau d'assainissement des eaux pluviales, des eaux vannes et des eaux de process;</li> <li>- la localisation des points de rejets;</li> <li>- la localisation des obturateurs, débourbeurs et séparateurs d'hydrocarbures;</li> </ul> <p>Le plan ne localise pas précisément la station d'épuration ainsi que les vannes et compteurs. De plus, le plan des réseaux n'est pas daté. Enfin, le plan n'indique pas clairement l'origine de l'eau d'alimentation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Entretien et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le réseau de collecte des effluents est correctement repéré (en concordance avec les indications du plan de réseau).</p> <p>Les eaux usées sont canalisées en aérien. L'inspection constate que les canalisations sont en bons états. L'exploitant déclare qu'un contrôle visuel est effectué par les agents sur le terrain régulièrement. Cependant, aucun registre n'est tenu permettant de s'assurer de la vérification des</p>

canalisations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Aménagement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 19/12/2014, article 4.3.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

**Constats :**

L'inspection constate que sur chaque ouvrage de rejet est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ils sont munis d'un point de mesure indiquant le débit et la température ainsi que le pH du rejet.

Les points sont aisément accessibles et permettent des interventions sécurisées pour les personnes en charge des prélèvements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rejet 5**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/01/2022, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet eau résiduaire

**Prescription contrôlée :**

le tableau de l'article 9.2.3.1.1 de l'arrêté du 19 décembre 2014 susvisé est remplacé par le tableau suivant

Paramètres	Fréquence
pH	En continu avec enregistrement
débit	En continu avec enregistrement
température	En continu avec enregistrement

température	En continu avec enregistrement
couleur	Trimestrielle
MES	Trimestrielle
F	Trimestrielle
Azote global	Trimestrielle
Phosphore total	Trimestrielle
DCO	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle
AOX	Trimestrielle
Tributylphosphate	Trimestrielle
Argent	Trimestrielle
Aluminium	Mensuelle
Arsenic	Trimestrielle
Cadmium	Trimestrielle
Chrome VI	Trimestrielle
Chrome total	Trimestrielle
Cuivre	Mensuelle
Fer	Mensuelle
Mercure	Trimestrielle
Nickel	Mensuelle
Plomb	Trimestrielle
Etain	Trimestrielle
Zinc	Mensuelle

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les paramètres contrôlés pour le rejet des eaux résiduaires sont réalisés dans les fréquences prévues dans l'arrêté. De plus, l'ensemble des paramètres sont contrôlés dans GIDAF.</p> <p>Un seul dépassement de la VLE (30 degrés) a eu lieu en 2025 sur le paramètre "température": 31.5 degrés au maximum en juillet 2025. L'exploitant a justifié dans GIDAF ce dépassement par des fortes chaleurs extérieures. Aucun dépassement n'a été constaté par la suite sur l'ensemble des paramètres suivis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>